



Brussels
13/10/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	JUST.C.3
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	431284
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2027 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	18/12/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/10/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

Unit JUST C3 is responsible for the protection of personal data and the free movement of such data in the EU, embodied in its flagship legislation - the General Data Protection Regulation and the Data Protection Law Enforcement Directive.

Data protection is a fundamental right at the heart of the EU's approach to the digital transformation. Ensuring that EU legislation delivers on the ground for citizens and is properly embedded into EU initiatives is a priority for the Commission.

To this end, the unit C3 pursues a multi-faceted approach which includes: ensuring the compliance of national legislation, mainstreaming data protection into all relevant EU policy initiatives, and actively engaging with all actors, in particular Member States, Data Protection Authorities, business and civil society.

With a wide range of policies increasingly relying on data processing, we are very closely working with other Commission services on the initiatives under the data strategy, Artificial Intelligence, health, financial services, children's rights, mobility and law enforcement to ensure that the fundamental right to the protection of personal data is duly respected.

Job presentation:

We offer challenging and diversified work in the framework of a policy area which is at the core of the Commission activities in the field of justice. As a member of a very dynamic and motivated unit, the new colleague will be closely working with other colleagues and be involved in a variety of files.

The selected candidate would be asked:

- to work on the development and implementation of EU legislation and policies in the area of data protection, under the supervision of an administrator;
- to follow legal, policy, technological and economic developments that have an impact on the processing of personal data so as to be able to formulate policy and draft suggestions on policy initiatives from other Commission services.
- to monitor and assess the consistency of Commission proposals and policies with data protection rules and formulate in that context policy and drafting suggestions, including in the area of the digital economy;
- to contribute to a better awareness of personal data protection issues and to the development of a culture of data protection.

The SNE works under the supervision of an administrator and shall not represent the Commission in order to make commitments, financial or otherwise, or to negotiate on behalf of the Commission.

Jobholder profile:



- Very good knowledge of EU law, in particular data protection law;
- Experience in legal and/or technological aspects of the application of data protection rules. Experience in the application of such rules to the digital economy and/or finance would be an asset.
- The ability to analyse complex legal, technical, and political issues—and to propose practical solutions—is essential. The candidate must be able to manage multiple files simultaneously and produce high-quality output, sometimes within tight deadlines. Excellent drafting skills are also required to deliver concise policy notes and briefings in a fast-evolving environment.
- Capacity to work in a small, highly motivated team and the ability to maintain and develop good relations with colleagues.
- Very good command of oral and written English language is required. Knowledge of German and French would be an asset.
- Knowledge of data protection in the areas of finance, anti-money laundering, police, criminal justice and borders and how data protection rules impact vulnerable groups would also be an advantage.



Brussels
13/10/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'unité JUST C3 est responsable de la protection des données à caractère personnel et de la libre circulation de ces données dans l'UE, qui sont inscrites dans ses législations phares, à savoir le règlement général sur la protection des données et la directive en matière de protection des données dans le domaine répressif.

La protection des données est un droit fondamental au cœur des politiques européennes liées à la transformation numérique de nos sociétés. Veiller à ce que la législation de l'UE produise des résultats concrets pour les citoyens et soit correctement intégrée dans les initiatives de l'UE est une priorité pour la Commission.

À cette fin, le travail l'unité C3 se décline en de multiples facettes : veiller à la conformité du droit national des États membres au droit de l'UE en matière de protection des données à caractère personnel, intégrer la protection des données à caractère personnel dans toutes les initiatives politiques pertinentes de l'UE et dialoguer activement en ce domaine avec tous les acteurs, en particulier les États membres, les autorités chargées de la protection des données, les entreprises et la société civile.

Un large éventail de politiques européennes reposant de plus en plus sur le traitement de données, nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres services de la Commission afin de veiller à ce que, dans leurs champs de compétences respectifs, le droit fondamental à la protection des données à caractère personnel soit dûment respecté. Cette collaboration s'exerce en particulier sur les initiatives relevant de la stratégie de l'UE des données, du domaine de l'intelligence artificielle, de la santé, des services financiers, des droits de l'enfant, de la mobilité et en matière pénale.

Présentation du poste:

Nous proposons un travail stimulant et diversifié dans un champ d'action au cœur des activités de la Commission dans le domaine de la justice. En tant que membre d'une unité très dynamique et motivée, le nouveau collègue collaborera de manière étroite avec d'autres collègues et sera impliqué dans divers dossiers.

Le candidat retenu sera impliqué dans:

- le développement et la mise en œuvre de la législation et des politiques de l'UE dans le domaine de la protection des données à caractère personnel, sous la supervision d'un administrateur;
- le suivi des évolutions juridiques, politiques, technologiques et économiques ayant une incidence sur le traitement des données à caractère personnel afin de pouvoir formuler des recommandations en matière législative et d'orientations stratégiques sur des d'initiatives politiques émanant d'autres services de la Commission;



- le contrôle et l'évaluation de la cohérence des propositions et des politiques de la Commission avec les règles en matière de protection des données à caractère personnel à associer, dans ce contexte, à un travail de légistique et de conseil en matière d'orientations politiques, incluant notamment le domaine de l'économie numérique;
- des actions de sensibilisation aux questions de protection des données à caractère personnel et de promotion d'une culture liée à l'exercice de ce droit fondamental.

L'END travaillera sous la supervision d'un administrateur et en aucun cas, il / elle ne représente la Commission pour prendre des engagements, financiers ou autres, ou pour négocier au nom de la Commission.

Profil du titulaire du poste:

Très bonne connaissance du droit de l'Union, en particulier du droit de la protection des données à caractère personnel.

- Expérience des aspects juridiques et/ou technologiques de l'application des règles en matière de protection des données à caractère personnel. Une expérience en lien avec l'application de ces règles dans le secteur de l'économie numérique et/ou à la finance serait un atout.
- La capacité d'analyser des questions juridiques, techniques et politiques complexes et de proposer des solutions pratiques est essentielle. Le candidat doit être capable de gérer simultanément plusieurs dossiers et de produire des résultats de haute qualité, parfois dans des délais particulièrement contraints. D'excellentes compétences rédactionnelles sont également nécessaires pour la remise de notes d'orientation et d'information concises dans un environnement exigeant.
- Capacité à travailler dans une petite équipe très motivée, de maintenir et de développer de bonnes relations avec les collègues.
- Une très bonne maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit est requise. La connaissance de l'allemand et du français serait un atout.
- Une connaissance de la protection des données à caractère personnel dans les domaines de la finance, de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de la police, de la justice pénale et des frontières, ainsi que de l'incidence des règles en matière de protection des données à caractère personnel sur les personnes vulnérables, serait également un atout.



Brussels
13/10/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Das Referat JUST C3 ist für den Schutz personenbezogener Daten und den freien Datenverkehr in der EU zuständig, der in seinen wichtigsten Rechtsvorschriften – der Datenschutz-Grundverordnung (DS-GVO) und der Richtlinie über die Durchsetzung des Datenschutzrechts – verankert ist.

Der Datenschutz ist ein Grundrecht, das im Mittelpunkt des Ansatzes der EU für den digitalen Wandel steht. Es ist eine Priorität der Kommission, dafür zu sorgen, dass die EU-Rechtsvorschriften den Bürgerinnen und Bürgern vor Ort zugutekommen und ordnungsgemäß in EU-Initiativen verankert sind.

Zu diesem Zweck verfolgt das Referat C3 einen vielschichtigen Ansatz. Diese umfasst die Sicherstellung der Einhaltung nationaler Rechtsvorschriften, die Integration des Datenschutzes in allen einschlägigen politischen Initiativen der EU und aktive Zusammenarbeit mit allen Akteuren, insbesondere den Mitgliedstaaten, den Datenschutzbehörden, der Wirtschaft und der Zivilgesellschaft.

Da sich ein breites Spektrum von Maßnahmen zunehmend auf die Datenverarbeitung stützt, arbeiten wir bei den Initiativen im Rahmen der Datenstrategie, der künstlichen Intelligenz, des Gesundheitswesens, der Finanzdienstleistungen, der Rechte des Kindes, der Mobilität und der Strafverfolgung sehr eng mit anderen Kommissionsdienststellen zusammen, um sicherzustellen, dass das Grundrecht auf den Schutz personenbezogener Daten gebührend geachtet wird.

Stellenbeschreibung:

Wir bieten eine anspruchsvolle und abwechslungsreiche Tätigkeit in einem Politikbereich, der im Mittelpunkt der Arbeit der Kommission im Bereich Justiz steht. Als Mitglied eines sehr dynamischen und motivierten Referats wird der neue Mitarbeiter eng mit anderen Kollegen zusammenarbeiten und in eine Vielzahl von Dossiers eingebunden sein.

Zu den Aufgaben des ausgewählten Kandidaten gehören:

- Mitarbeit an der Ausarbeitung und Umsetzung von EU-Rechtsvorschriften und politischen Maßnahmen im Bereich Datenschutz unter der Aufsicht eines Referenten;
- Verfolgung rechtlicher, politischer, technologischer und wirtschaftlicher Entwicklungen, die sich auf die Verarbeitung personenbezogener Daten auswirken, um politische Maßnahmen zu formulieren und Vorschläge für politische Initiativen anderer Kommissionsdienststellen zu erarbeiten.
- Überprüfung und Bewertung der Vereinbarkeit von Vorschlägen und politischen Maßnahmen der Kommission mit den Datenschutzvorschriften sowie Formulierung entsprechender politischer Empfehlungen und Formulierungsvorschläge, unter anderem im Bereich der digitalen Wirtschaft;
- Beitrag zur Sensibilisierung für Fragen des Schutzes personenbezogener Daten und zur Förderung einer Datenschutz-Kultur.



Der abgeordnete nationale Sachverständige arbeitet unter der Aufsicht eines Administrators. In keinem Fall vertritt er die Kommission, um finanzielle oder sonstige Verpflichtungen einzugehen oder im Namen der Kommission zu verhandeln.

Anforderungsprofil:

- Sehr gute Kenntnisse des EU-Rechts, insbesondere des Datenschutzrechts
- Erfahrung in rechtlichen und/oder technologischen Aspekten der Anwendung der Datenschutzvorschriften. Erfahrungen mit der Anwendung dieser Vorschriften in der digitalen Wirtschaft und/oder im Finanzwesen wären von Vorteil.
- Die Fähigkeit, komplexe rechtliche, technische und politische Sachverhalte zu analysieren und praxisorientierte Lösungen vorzuschlagen, ist von wesentlicher Bedeutung. Der Kandidat muss in der Lage sein, mehrere Vorgänge gleichzeitig zu bearbeiten und ein qualitativ hochwertiges Ergebnis zu liefern, auch unter Zeitdruck. Zudem sind hervorragende Fähigkeiten in der schriftlichen Ausarbeitung erforderlich, um in einem sich rasch wandelnden Umfeld prägnante Grundsatzpapiere und Briefings zu erstellen.
- Fähigkeit, in einem kleinen, hochmotivierten Team zu arbeiten und gute Beziehungen zu Kollegen zu pflegen und zu entwickeln
- Sehr gute mündliche und schriftliche Englischkenntnisse sind erforderlich. Deutsch- und Französischkenntnisse wären von Vorteil.
- Kenntnisse im Datenschutz in den Bereichen Finanzen, Geldwäschebekämpfung, Polizei, Strafjustiz und Grenzen sowie hinsichtlich der Auswirkungen datenschutzrechtlicher Vorschriften auf schutzbedürftige Gruppen sind ebenfalls von Vorteil.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“